



Un rapport d'Amnesty International révèle les violations du droit international par l'Ukraine et l'utilisation délibérée de civils comme boucliers humains

Par [Clara Weiss](#)

Mondialisation.ca, 12 août 2022

[wsws.org](https://www.wsws.org) 8 août 2022

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

L'organisation de défense des droits humains Amnesty International a publié jeudi un [rapport](#) montrant que « les forces ukrainiennes ont mis des civils en danger en établissant des bases et en faisant fonctionner des systèmes d'armes dans des zones résidentielles peuplées, y compris dans des écoles et des hôpitaux ».

Les conclusions d'Amnesty International corroborent un [rapport antérieur des Nations Unies](#) (article en anglais) qui a également fourni des preuves que l'armée ukrainienne a utilisé des civils comme boucliers humains dans le conflit. Ces deux rapports récents viennent s'ajouter à une vaste documentation sur les crimes de guerre commis par l'armée ukrainienne et [ses forces paramilitaires néo-fascistes](#), en particulier contre [les prisonniers de guerre russes](#) (article en anglais).

Le rapport d'Amnesty International, rédigé dans un langage circonspect, est une révélation accablante du caractère criminel de la guerre impérialiste par procuration en Ukraine, dans laquelle la population civile n'est qu'un pion pour les puissances impérialistes et leurs laquais de l'oligarchie et de l'armée ukrainiennes.

Comme l'a dit un habitant de la ville de Bakhmut à Amnesty International :

« Nous n'avons pas notre mot à dire sur ce que fait l'armée, mais nous en payons le prix. »

Le rapport a été compilé par des chercheurs enquêtant sur les frappes russes dans les régions de Kharkiv, du Donbass et de Mykolaïv, entre avril et juillet. Pour reprendre les mots de la secrétaire générale d'Amnesty International, Agnès Callamard,

« Nous avons documenté un modèle des forces ukrainiennes de mettre en danger les civils et de violer les lois de la guerre lorsqu'elles opèrent dans des zones peuplées. »

Ce modèle inclut l'utilisation des hôpitaux comme bases militaires de fait – une violation flagrante du droit international – ce qu'Amnesty International a confirmé pour cinq endroits. Selon le rapport,

« dans deux villes, des dizaines de soldats se reposaient, se promenaient et prenaient leurs repas dans les hôpitaux. Dans une autre ville, des soldats tiraient à proximité de l'hôpital. »

Le rapport a encore révélé que l'armée ukrainienne avait « régulièrement installé des bases dans les écoles des villes et villages du Donbass et de la région de Mykolaïv ». Bien que pas entièrement interdite par le droit international, l'utilisation d'écoles et d'immeubles d'habitation par l'armée n'est considérée légitime que lorsque celle-ci n'a pas d'autre choix. En outre, elle est tenue de faire tout ce qui est en son pouvoir pour minimiser les pertes civiles, notamment par des évacuations et des avertissements efficaces en cas d'attaques susceptibles de mettre en danger les civils.

Les enquêteurs ont trouvé des preuves que les forces ukrainiennes avaient lancé « des frappes à partir de zones résidentielles peuplées et mis leurs bases dans des bâtiments civils » qui étaient, dans la plupart des cas documentés, à des kilomètres des lignes de front réelles. Selon Amnesty, il existait « des alternatives viables [...] ne mettant pas en danger les civils ». De plus, l'organisation n'avait « pas observé » que les forces armées aient demandé aux civils d'évacuer les bâtiments voisins ou aidé à le faire, ce qui constitue un manquement à prendre toutes les précautions possibles pour protéger les civils.

Le rapport note :

« Dans 22 des 29 écoles visitées, les enquêteurs d'Amnesty International ont soit trouvé des soldats utilisant les locaux, soit trouvé des preuves d'activités militaires actuelles ou antérieures, notamment la présence de treillis militaires, de munitions jetées, de rations militaires et de véhicules militaires. »

Le rapport dit encore :

« Dans une ville à l'est d'Odessa, Amnesty International a été témoin d'un modèle général de soldats ukrainiens utilisant des zones civiles pour se loger et comme zones de rassemblement, notamment en plaçant des véhicules blindés sous des arbres dans des quartiers uniquement d'habitation et se servant de deux écoles situées dans des zones densément peuplées. Les frappes russes près des écoles ont tué et blessé plusieurs civils entre avril et fin juin, dont un enfant et une femme âgée, tués lors d'une attaque à la roquette contre leur domicile le 28 juin. »

La réponse du gouvernement ukrainien à ce rapport a été carrément hystérique. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky l'a dénoncé dans un discours à la nation, affirmant qu'il transformait la « victime » en « agresseur ». Le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba, a fulminé sur Twitter que le rapport « déforme la réalité, établit une fausse équivalence morale entre l'agresseur et la victime et renforce les efforts de désinformation de la Russie ».

En réalité, Amnesty International a dénoncé l'invasion de l'Ukraine par la Russie dans le

rapport, mais a insisté sur le fait que cela « ne dispense pas l'armée ukrainienne de respecter le droit international humanitaire ». Le rapport souligne également que les violations du droit international par l'armée ukrainienne « ne justifient en aucun cas les attaques aveugles de la Russie ».

Il convient également de noter que l'écrasante majorité des rapports d'Amnesty International sur la guerre jusqu'à présent se sont concentrés presque exclusivement sur les crimes de guerre commis par la Russie, et qu'elle n'est en aucun cas un observateur impartial. Plus notoirement, elle a rétabli le statut de « prisonnier d'opinion » pour le critique anti-Poutine russe de droite [Alexei Navalny](#) (article en anglais), un raciste déclaré, après avoir subi d'intenses pressions politiques l'année dernière.

Il est significatif que le bureau ukrainien de l'organisation s'est opposé avec véhémence à la publication du rapport. Sa responsable, Oksana Pokalchuk, a déclaré : « Nous avons tout fait pour empêcher que ce rapport ne soit rendu public. »

Le fait qu'Amnesty International ait fini par le publier malgré de sérieuses divisions internes et d'immenses pressions politiques indique que la situation réelle sur le terrain en Ukraine est, en fait, bien plus inquiétante que ce que ce rapport suggère. Il faut encore noter que le magazine d'information allemand *Der Spiegel*, qui a joué un rôle de premier plan dans la propagande de guerre contre la Russie en Europe, a admis dans un reportage vendredi, plutôt à contrecœur, que ses propres journalistes avaient tiré des conclusions similaires à celles d'Amnesty International et que la conduite de l'armée ukrainienne « soulève des questions légitimes ».

La réponse hystérique du gouvernement ukrainien montre une extrême nervosité de la part de l'oligarchie ukrainienne et de ses partisans impérialistes quant aux implications politiques du rapport. Les témoignages apportés par des civils ukrainiens indiquent qu'il existe une colère considérable à propos de la conduite militaire du pays et une opposition populaire croissante à la guerre en Ukraine même.

Mais surtout, le rapport met à nu le caractère criminel de la guerre et porte un coup majeur à la propagande de guerre incessante dans les médias.

Jour après jour, la classe ouvrière en Europe et aux États-Unis est bombardée d'informations sur des crimes de guerre russes présumés, tandis que des paramilitaires néo-fascistes comme le bataillon Azov sont salués par l'Associated Press et le *New York Times* pour leur « bravoure ». Tout l'édifice de cette propagande de guerre impérialiste a été basé sur le mensonge que l'invasion de l'Ukraine par la Russie n'était en aucun cas provoquée et que toutes les morts et destructions dans cette guerre doivent être entièrement imputées à Moscou.

Pourtant, le rapport d'Amnesty International ne laisse aucun doute sur le fait que, quels que soient les crimes de guerre commis par l'armée russe - et il ne fait aucun doute que de tels crimes ont été commis - un nombre important de victimes civiles de cette guerre, qui s'élève aujourd'hui à plus de 5 000 morts et plus 7 000 blessés, ont été causés par la conduite de l'armée ukrainienne.

De plus, quiconque lit ce rapport doit se poser la question: pourquoi l'armée ukrainienne se comporte-t-elle ainsi ? S'il y avait un tant soit peu de vérité dans l'affirmation que cette guerre vise à défendre la « démocratie » et les « droits » de la population ukrainienne, une

telle conduite soit ne se produirait pas, soit elle serait immédiatement condamnée par le gouvernement ukrainien et son état-major.

La réalité est que les États-Unis, qui ont délibérément provoqué cette guerre après avoir dévasté une demi-douzaine de sociétés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et l'oligarchie ukrainienne se moquent bien des millions de vies actuellement détruites et des milliers de personnes tuées dans la guerre contre la Russie.

Dans un rare moment de vérité, le ministre ukrainien de la Défense, Oleksii Reznikov, a récemment décrit son pays comme un « terrain d'essai » pour les fabricants d'armes occidentaux, qui ont fait d'énormes profits grâce aux dizaines de milliards de dollars en armes que l'OTAN a injectés dans l'armée ukrainienne.

Defense Minister Oleksii Reznikov bluntly describes [#Ukraine](#) as a « testing ground » for western arms manufacturers. So much for the fight for freedom & democracy! Ukrainian soldiers are being used as cannon fodder in NATO's filthy proxy war.

<https://t.co/CSQyelZ07t> via [@YouTube](#)

— David North (@DavidNorthWSWS) [July 21, 2022](#)

Le véritable objectif de la guerre, délibérément provoquée par l'OTAN, est de saigner la Russie à blanc. La stratégie consiste à inonder l'Ukraine de missiles et d'armes de pointe afin de provoquer une défaite militaire avec des pertes horribles dans l'espoir que cela précipiterait une crise intérieure majeure; ce qui pourrait faciliter l'opération de changement de régime menée par les puissances impérialistes.

Du point de vue de Washington et des autres puissances impérialistes, la guerre en Ukraine n'est que le coup d'envoi d'une nouvelle ruée vers le démantèlement de la Russie et de la Chine, dans un nouveau partage du monde. Avec la propagande de guerre anti-russe incessante et la glorification des martyrs prétendument héroïques de l'armée ukrainienne, on veut préparer l'opinion publique mondiale à une guerre bien plus grande qui menace de provoquer une catastrophe nucléaire. Le rapport d'Amnesty International a porté un coup dur à ce sinistre effort de propagande.

Clara Weiss

Article paru en anglais le 6 août 2022 sur le site de WSWS

La source originale de cet article est [wsws.org](https://www.wsws.org)

Copyright © [Clara Weiss](#), [wsws.org](https://www.wsws.org), 2022

Articles Par : [Clara Weiss](#)

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca